

Unité inter-départementale Haute-Pyrénées-Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes Cedex 09

Tarbes, le 21/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALIA PRODUCTIONS

Zone industrielle Prat
65260 PIERREFITTE NESTALAS

Références :2022-0176

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2022 dans l'établissement ALIA PRODUCTIONS implanté Zone industrielle Prat 65260 PIERREFITTE NESTALAS. L'inspection a été annoncée le 02/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de la cessation d'activité déclarée en préfecture le 22 janvier 2022 de l'atelier de traitement de surface.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALIA PRODUCTIONS
- Zone industrielle Prat 65260 PIERREFITTE NESTALAS
- Code AIOT dans GUN : 0006802510
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD : en cours de cessation d'activité pour la rubrique relevant du statut IED.

Par courrier du 22 janvier 2022, l'exploitant a informé Monsieur le Préfet du changement d'exploitant au profit de la société ALIA PRODUCTIONS et a déclaré par courrier du 24 janvier 2022 la cessation d'activité de son atelier de traitement de surface.

La société MITJAVILA est autorisée par arrêté préfectoral du 25 mai 2004 à exploiter une unité d'extrusion de profilés en aluminium et d'application de peintures, ainsi qu'une activité de traitement de surface.

Ce site était classé IED au titre de la rubrique 3260 pour son activité de traitement de surface. Du fait de la cessation d'activité déclaré, le site n'est plus classée au titre de la rubrique IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 30 juin 2021
- cessation d'activité partielle de l'activité de traitement de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.181.47	/	Sans objet
situation administrative des rubriques	Code de l'environnement du 16 /10/2007, article R.511_9	/	Sans objet
Cessation d'activité partielle traitement de surface	Code de l'environnement du 16/10/2007, article 512-75	/	Sans objet
Suivi de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 2.5	/	Sans objet
Traitement des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004 article 2.3	/	Sans objet
Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 3.5	/	Sans objet
Contrôle à l'émission des effluents atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions de mise en sécurité et remise en état du site suite à la déclaration de cessation d'activité de l'atelier de traitement de surface ont été menées conformément à l'article R.512-75 du code de l'environnement. Un arrêté préfectoral complémentaire est proposé à Monsieur le préfet visant à acter le changement d'exploitant, mettre à jour la situation administrative de l'établissement ainsi que les prescriptions réglementaires imposées par l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004. En effet, suite à cette cessation d'activité, le site ne sera plus à l'origine de rejets aqueux industriels et ne sera plus soumis à une surveillance des eaux souterraines. Concernant ce dernier point, il est demandé à l'exploitant de continuer sa surveillance de la qualité de la nappe sur l'année 2022 afin de vérifier l'absence d'impact lié aux opérations de démantèlement de l'atelier.

Une mise à jour des prescriptions relatives à la fréquence de surveillance des rejets atmosphériques (prescription inadaptée identifiée lors de l'inspection du 30 juin 2021) est également proposée dans le cadre de ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.181.47
Thème(s) : Situation administrative, Changement exploitant
Prescription contrôlée : I. Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.
Constats : L'exploitant a notifié à Monsieur le préfet, par courrier du 22 janvier 2022, le changement d'exploitant au profit de la société ALIA PRODUCTIONS. Ce changement sera acté dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : situation administrative des rubriques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511_9
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant a déclaré par courrier du 24 janvier 2022, complété le 19 février 2022, la cessation d'activité partielle pour les rubriques 3260, 4441.2 et 4120.2b. Lors de la visite d'inspection, un point a été fait avec l'exploitant sur la mise à jour de sa situation administrative. Le site reste soumis à Autorisation au titre de la rubrique 2566 "Nettoyage-décapage des métaux par traitement thermique" (four de délaquage) et à Enregistrement au titre de la rubrique 2560.1 "travail mécanique des métaux" (presse d'extrusion). L'exploitant était soumis à Enregistrement également au titre de la rubrique 2940.3 "application de vernis peintures,.....". Suite à la cessation d'activité du traitement de surface, l'activité peinture a également été réduite. Sur les deux derniers mois, la quantité journalière est inférieure à 200 kg/j (162 kg/j en janvier mais avec 1 semaine d'activité de traitement de surface, 33 kg/j en février): le site passe donc sous le régime de la déclaration pour cette rubrique (seuil déclaration < 200 kg/j). Une mise à jour du classement administratif est proposée dans le cadre d'un projet d'arrêté préfectoral actant la cessation d'activité du traitement de surface joint au présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité partielle traitement de surface

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article 512-75
Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité TTS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.</p> <p>« La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>« 1° La mise à l'arrêt définitif ;</p> <p>« 2° La mise en sécurité ;</p> <p>« 3° Si nécessaire, la détermination de l'usage futur selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;</p> <p>« 4° La réhabilitation ou remise en état.</p> <p>« Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.</p> <p>« IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>« 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>« 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>« 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>« 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>« En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis par courrier du 19 février 2022 un porter à connaissance relatif à la cessation d'activité du traitement de surface et de la station d'épuration associée.</p> <p>Ce dossier précise l'ensemble des actions de mise en sécurité réalisées:</p> <ul style="list-style-type: none">• démantèlement de l'atelier de traitement de surface: toutes des cuves de traitement ont été vidées : les eaux des bains ont été envoyées pour traitement vers la station d'épuration du site et ont ensuite été envoyées vers le réseau d'assainissement communal de Pierrefite-Nestlas (rejet autorisé par une convention de raccordement). Durant cette période, l'exploitant avait mis en place un contrôle en continu du pH asservi à une alarme sonore ainsi qu'une autosurveillance. Les résultats de l'autosurveillance ont été joints au dossier de cessation d'activité: aucun dépassement des valeurs limites de rejet n'a été constaté.• démantèlement de la station de traitement des rejets aqueux: les eaux chargées de la station (bains neutralisation, bains floculation, bains acides, boues de décantation.....) ont été évacuées en tant que déchets par la société PSI. L'exploitant a présenté lors de l'inspection un tableau récapitulant l'ensemble des déchets évacués : ce tableau précise le code déchet, le mode d'élimination et le tonnage évacué. Les bordereaux de suivi de déchets ont également été transmis à l'inspection des installations classées. <p>Lors de la visite, il a été constaté que la totalité des bains de traitement de surface avait été vidée et que des opérations de démontage des cuves étaient en cours. La zone est sécurisée. La station de traitement des effluents aqueux a elle été totalement démantelée (local vide).</p> <p>Quelques bidons de 200 litres de produits purs de traitement de surface sont encore présents dans l'atelier mais ces derniers sont sur rétention et stockés dans un local fermé à clef. Ces produits sont en attente d'évacuation (transfert vers un autre site de traitement de surface). La conduite de gaz alimentant l'étuve en bout de chaîne du traitement de surface a été condamnée (vanne fermée et protégée par un coffret).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets
Prescription contrôlée : Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau défini en annexe 2 aux présentes prescriptions.
Constats : Lors de l'inspection du 30 juin 2021, des dépassements des valeurs limites d'émissions avaient été identifiées: <ul style="list-style-type: none">• four de chauffe des presses : Le rapport de surveillance de janvier 2021 faisait état de non conformités sur les paramètres CO (concentration mesurée de 114 mg/Nm³ pour une VLE de 100 mg/Nm³) et CH₄ (concentration mesurée de 82 mg/Nm³ pour une VLE de 50 mg/Nm³). Suite à ce constat, l'exploitant devait travailler en collaboration avec son fournisseur pour améliorer le fonctionnement de ce four. Des opérations de maintenance ont eu lieu en octobre 2021 mais ne semblent pas avoir porter sur les paramètres de combustion du four. Les résultats de la campagne annuelle de surveillance de janvier 2022 font état de rejets toujours non conformes en CO (114 mg/Nm³) et CH₄ (82 mg/Nm³).• fours de laquage : Le rapport de surveillance de janvier 2021 faisait état de non conformités sur le paramètre Nox (concentration mesurée de 246 mg/Nm³ pour une VLE de 100 mg/Nm³) : suite à ce constat, l'exploitant a remplacé le brûleur du four en août 2021. Les résultats de la campagne de surveillance des rejets de l'année 2022 sont conformes sur l'ensemble des paramètres mesurés. <p>La conformité des rejets de ces 2 installations a été basée sur les valeurs limites imposées à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004: or ces dernières ne sont applicables que sur le four à pyrolyse. Le four de chauffe et les 2 fours de revenus ne sont donc pas pour l'instant réglementés. Il est donc proposé de réglementer ces 3 rejets dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire :</p> <ul style="list-style-type: none">• four chauffe presse : paramètres : poussières et métaux conformément à l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux installations soumises à enregistrement sous la rubrique 2560 ; NO_x, CO et CH₄ selon l'arrêté ministériel du 02 février 1998 en considérant l'activité de combustion du gaz naturel au niveau de ce four;• 2 fours de revenus : paramètres : poussières conformément à l'arrêté ministériel du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 ; <p>Concernant le four de chauffe, dont les rejets en CO et CH₄ dépassent les valeurs limites réglementaires applicables, il est prévu dans le projet d'arrêté préfectoral une mise en conformité sous 3 mois.</p> <p>Le projet d'arrêté préfectoral prévoit également de réglementer un autre rejet non mesuré jusqu'en 2020 par l'exploitant et non réglementé par l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004: le rejet en sortie du four de laquage de l'atelier peinture sur les paramètres poussières et COV conformément à l'arrêté ministériel du 02/05/02 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans Objet

Nom du point de contrôle : Contrôle à l'émission des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle à l'émission des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les rejets à l'atmosphère sont contrôlés selon la périodicité fixée dans le tableau constituant l'annexe 2 du présent arrêté.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 30 juin 2021, il avait été identifié 2 rejets atmosphériques non suivis par l'exploitant: four de laquage de l'atelier peinture et l'étuve associée à la chaîne de traitement de surface qui a été arrêtée suite à la cessation d'activité de l'atelier de traitement de surface. Le four de chauffe de la presse et les 2 fours de revenus sont identifiés comme point de rejet (article 3.6 de l'arrêté préfectoral du site) mais ne font pas l'objet de valeurs limites de rejets ni de fréquence de surveillance. Concernant ces 3 dernières installations, l'exploitant réalise depuis quelques années une surveillance de ces rejets Ainsi, il est proposé de mettre à jour les fréquences de surveillance de chaque émissaire de rejet atmosphérique dans le cadre d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire: <ul style="list-style-type: none">• four chauffe presse : fréquence annuelle (soumis à la rubrique 2560 à enregistrement):• 2 fours de revenus : fréquence triannuelle (soumis à la rubrique 2561 à déclaration)• four de pyrolyse: fréquence annuelle (soumis à la rubrique 2566 à autorisation)• four de laquage: fréquence triannuelle (soumis à la rubrique 2940 à déclaration)
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux souterraines
Prescription contrôlée : La société MITJAVILLA met en place, sous un délai de trois mois à compter de la date de signature du présent arrêté, sur ou à proximité directe du site visé par le présent arrêté, les mesures de surveillance nécessaires afin d'assurer le contrôle des risques de migration chimique de polluants dans le sol et les eaux souterraines. Le dispositif de suivi est composé d'au moins trois piézomètres (au moins un en amont et deux en aval hydrogéologique) permettant le contrôle périodique de la qualité des eaux souterraines. Leur implantation est proposée au service d'inspection des installations classées au vu d'une étude hydrogéologique ou d'études existantes relatives à la zone d'activité concernée. Les prélèvements sont réalisés suivant les fréquences indiquées ci-dessous, dont au moins une fois en période de hautes eaux et au moins une fois en période de basses eaux. Les analyses de tous les prélèvements dosent les substances suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Paramètres physico-chimiques généraux (pH, température, conductivité) ;• Hydrocarbures, phosphore, aluminium, fer, cuivre, arsenic, étain, zinc, chrome total, chrome VI, fluorures et COV. Le suivi de la qualité des eaux souterraines est mis en œuvre deux fois par an. L'intervalle entre chaque prélèvement ne doit pas excéder six mois et les premiers prélèvements sont effectués sur chaque point dans un délai de quatre mois à compter de la date de signature du présent arrêté. Les prélèvements sont effectués par un organisme indépendant de l'exploitant. Les analyses des échantillons sont effectuées par un laboratoire agréé.
Constats : L'exploitant réalise une surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines. La dernière campagne du 01/12/2021 a été présentée en inspection. L'ensemble des paramètres mesurés restent inférieurs au seuil de détection sauf pour les paramètres fluors et phosphore (supérieurs au seuil de détection mais inférieurs aux valeurs limites de référence). Ces deux polluants ne sont pas des traceurs de risque de l'activité du site mais des traceurs de risques d'activité historique de la zone industrielle. Au vu de ces constats, du fait que depuis plusieurs années la surveillance piézométrique ne met pas en avant de pollution provenant des activités du site ALIA Production, de l'arrêt de l'activité de traitement de surface du site, de l'absence d'utilisation de produits chimiques dorénavant (uniquement des activités de travail mécanique des métaux et d'application de peintures en poudre), il est proposé dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral complémentaire actant la cessation d'activité de l'atelier de traitement de surface d'abroger au 1er janvier 2023 l'article 2.5 de l'AP du 20/05/2004. Une surveillance est encore demandée en 2022 afin de vérifier l'absence de pollution de la nappe lors des opérations de démantèlement des installations du traitement de surface.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traitement des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents industriels
Prescription contrôlée : 2.3 Traitement des effluents aqueux 2.4 Rejets des effluents liquides
Constats : Suite à l'arrêt de l'activité de traitement de surface, le site n'est plus à l'origine de rejets d'eaux industriels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet